

ment par la "poursuite de la démocratisation de ses institutions" et la "mise en œuvre immédiate de ses dispositions sociales", la "défense de l'emploi européen, par le développement de politiques industrielles communes, par la protection des secteurs menacés par l'invasion de certains produits en provenance du Japon et des États-Unis, par l'élaboration d'un règlement communautaire sur l'activité des sociétés multinationales". Il préconisait aussi une "réforme profonde de la politique agricole et de la politique régionale". L'adhésion de l'Espagne et du Portugal à la Communauté économique européenne devait être assortie de garanties tant agricoles et industrielles que sur la pêche maritime et sur l'économie régionale. M. François Mitterrand — on le savait — est un européen convaincu qui a milité dans le mouvement européen dès l'après-guerre. Il veut une Europe où se réalise le socialisme démocratique. Que le ministre des Affaires étrangères affirme que la "France de maintenant va être aussi européenne que jamais" n'étonne pas qui sait que M. Cheysson a été membre de la Commission de la C.E.E. Il y a donc une volonté européenne dont a témoigné aussi la présence de M. François Mitterrand au Conseil européen, qui a eu lieu les 29 et 30 juin à Luxembourg et qui constituait le premier déplacement à l'étranger du président de la République française. M. Mitterrand y a exposé sa politique européenne, notamment de la constitution d'un espace social.

C'est vis-à-vis de l'Amérique latine qu'il existe de sérieuses divergences entre la France et les États-Unis. Le programme de M. Mitterrand condamnait "l'aide apportée par les États-Unis aux dictatures d'Amérique latine". Après son élection, il déclarait le 2 juillet: "J'é mets de sérieuses réserves ( . . . ) pour ne pas dire plus, sur la politique des États-Unis en Amérique centrale. Les peuples de cette région veulent en finir avec les oligarchies qui, appuyées par de sanglantes dictatures, les exploitent, les écrasent dans des conditions insensées. Une infime proportion de la population possède la quasi-totalité des biens. Comment ne pas comprendre la révolte populaire? . . . L'Occident serait plus avisé d'aider ces peuples que de les contraindre à demeurer sous la botte. Quand ils crient au secours, j'aimerais que Castro ne soit pas seul à les entendre." Il atténuait toutefois ces propos en ajoutant: "Mais je crois à la capacité de réflexion des dirigeants américains." La nomination de M. Régis Debray comme conseiller du président confirmait qu'une attention toute particulière serait portée à la question de la libération des peuples d'Amérique latine. La déclaration franco-mexicaine sur le Salvador, réclamant une solution vraiment démocratique dans ce pays, venait confirmer cette orientation.

Sur la question des relations avec le tiers-monde, le programme du candidat socialiste affirmait une "priorité au dialogue Nord-Sud pour la mise en place d'un nouvel ordre économique mondial". Il s'engageait à porter l'aide de la France au tiers-monde à 0,7 p.100 du PNB. Le FMI et la Banque mondiale devraient être réformés pour créer de nouvelles liquidités pour les pays les plus pauvres du tiers-monde. Il prévoyait aussi de supprimer les ventes d'armes aux dictatures. Généralement, sur le dialogue avec le Sud, il déclarait au début de juillet que le Canada, le Japon, l'Italie et l'Allemagne avaient des positions voisines de celle de la France. Le prési-